

Cher Monsieur,

Dans le cadre de la campagne pour les élections législatives, vous avez souhaité attirer mon attention sur la politique de lutte contre l'insécurité routière, laquelle se traduit par un choix du « tout-radars » depuis cinq ans.

Je veux vous rappeler qu'avec mes collègues Députés du Groupe Les Républicains à l'Assemblée Nationale, nous n'avons pas cessé de chercher, en matière de sécurité routière, un équilibre entre répression des comportements les plus dangereux et respect de la liberté des conducteurs.

Et, au regard de l'augmentation constante des chiffres de la mortalité routière corrélative à celle du nombre de radars installés sur les deux dernières années, il est clair qu'une politique de sécurité routière efficace ne peut pas se résumer qu'à ces seules implantations. Ce n'est que par la conjonction de mesures visant à agir sur l'ensemble des facteurs des accidents routiers, qu'une baisse significative du nombre de victimes pourra être durablement engagée.

Les radars ne peuvent pas être considérés comme seul instrument de lutte contre la hausse inquiétante de la mortalité sur les routes françaises, leur efficacité étant subordonnée à la mise en œuvre d'une politique globale et cohérente. A ce titre, l'échec du Gouvernement sortant dans la lutte contre la recrudescence des accidents doit nous conduire à reconsidérer les politiques publiques en faveur de la sécurité routière et à mettre notamment l'accent sur l'entretien des routes et des infrastructures, ainsi que sur la prévention auprès des conducteurs.

Je suis depuis toujours particulièrement sensible à cette question et soucieux de porter ce débat à l'Assemblée Nationale. Cet engagement s'est traduit notamment par l'amendement porté par mon Collègue, le Député Les Républicains Franck Marlin, dans le cadre du Projet de Loi de Finances pour 2017. Ce dernier, prévoyait de réaffecter les crédits réservés au déploiement de nouveaux radars, dont les coûts d'investissement et de maintien en condition opérationnelle sont très élevés pour les collectivités territoriales déjà étranglées financièrement, à la nécessaire modernisation des infrastructures routières. Il a été hélas rejeté par la majorité sortante.

C'est pourquoi, dans le cadre de notre projet d'alternance Une Majorité pour la France, il est donc indispensable de revoir la politique française en matière de sécurité routière et de mettre fin à ces dispositions du « tout-radars ».

Restant à votre disposition, je vous prie de croire, Cher Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Yves Foulon

Député-Maire d'Arcachon

Candidat LR 8^{ème} circonscription de la Gironde